



HAL
open science

“ We have to win the battle of ideas ”. Engagements intellectuels autour de la Troisième Voie dans la Grande-Bretagne des années 1990

Jérôme Tournadre

► **To cite this version:**

Jérôme Tournadre. “ We have to win the battle of ideas ”. Engagements intellectuels autour de la Troisième Voie dans la Grande-Bretagne des années 1990. François Hourmant et Arnauld Leclerc. Les intellectuels et le pouvoir. Déclinaisons et mutations, Presses Universitaires de Rennes, pp.225-249, 2012, 978-2-7535-1830-8. halshs-01898018

HAL Id: halshs-01898018

<https://shs.hal.science/halshs-01898018>

Submitted on 17 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« *We have to win the battle of ideas* »
Engagements intellectuels autour de la Troisième Voie
dans la Grande-Bretagne des années 1990

Jérôme Tournadre

Si les femmes et hommes politiques rangées sous sa bannière ont souvent revendiqué leur « pragmatisme » et leur hostilité aux références idéologiques, la Troisième Voie, ce projet politique défendu par certains groupes dirigeants travaillistes dans les années 1990, s'est pourtant vue associer une réelle activité sur le marché des idées britannique. L'énonciation de ce « dépassement de la gauche et de la droite »¹ s'est ainsi accompagnée - sur fond d'interrelations entre les mondes intellectuel, politique et journalistique - de débats et de polémiques s'objectivant dans toutes sortes de prises de positions à vocation « théorisante » (tribunes, essais, discours, etc.). C'est sur ces mobilisations et sur ceux qui les ont portées que je souhaiterais revenir dans les pages qui suivent.

Plus que d'intellectuels, c'est d'*entrepreneurs d'idées* qu'il faudrait ici parler, afin de saisir au plus près la diversité des individus et des groupes concernés. À cette population – les « intellectuels » - rassemblant classiquement des groupes aux contours relativement bien dessinés (universitaires, chercheurs, essayistes) s'ajoutent en effet des acteurs certes familiers des *lieux intellectuels* (revues, séminaires, pages « opinion » des quotidiens et *news magazines*, etc.) et de leurs règles, mais dont les propriétés sont avant tout en lien avec les espaces des *think tanks*, de l'expertise ou du journalisme². La référence à l'idée d'entrepreneuriat restitue par ailleurs la propension de ces différents groupes à porter des idées, à en disqualifier d'autres - bref, à vaincre des résistances pour mieux convaincre. En témoignent les rivalités autour de la définition de certaines des valeurs ou idées clefs du « nouveau » progressisme, ou encore, l'exercice d'un *militantisme scientifique* conduisant certains à revendiquer une influence sur la prise de décision publique à partir de 1997.

¹ GIDDENS A., *Beyond Left and Right. The future of radical politics*, Cambridge, Polity Press, 1994.

² On pourrait d'ailleurs reprendre en partie la succincte définition de Camic et Gross lorsqu'ils concentrent leur « nouvelle sociologie des idées » sur « *those who are relatively specialized in the production of scientific, interpretive, oral, political, or aesthetic ideas* » (CAMIC C. et GROSS N., « The New Sociology Of Ideas », dans Blau J. R., *The Blackwell Companion to Sociology*, Oxford, Blackwell, 2001, p. 237.

En se penchant sur cette (ou ces) mobilisation(s) d'« experts » et d'« intellectuels », en revenant sur ces multiples engagements autour du « nouveau progressisme »³, cet article cherchera essentiellement à répondre à deux questions. 1° Qui sont ces groupes et individus issus de ce que l'on appellera par commodité le « monde des idées » ? 2° Dans quelle mesure et dans quelles conditions se sont tissées et agencées leurs relations avec les « modernisateurs » du Parti travailliste ?

Mais ces deux interrogations principales peuvent être complétées : comment ces groupes, individus et institutions sont-ils intervenus dans ces débats que l'on pourrait, au premier abord, considérer comme confinés dans le champ politique ? Dans quel(s) cadre(s) sont-ils intervenus dans la conceptualisation de la Troisième Voie ? Quels furent les modes d'intervention choisis et leurs éventuels effets ? Quelles logiques sociales peuvent être isolées pour mieux éclairer ces engagements ?

Des Temps nouveaux (New Times) à la Troisième Voie

Il semble acquis que les années 1980 ont été marquées par diverses formes de défection des intellectuels « progressistes » à l'égard du Parti travailliste⁴ et, plus généralement, du débat politique⁵. Jusqu'alors, et en dépit d'un « anti-intellectualisme » souvent évoqué par nombre d'historiens, le *Labour* avait su attirer à lui une partie des élites intellectuelles qui, à partir des années 1930, avait délaissé un Parti libéral électoralement affaibli et de plus en plus proche des conservateurs. Les évolutions observées durant les années 1980 n'ont cependant pas empêché qu'émergent dans le monde intellectuel, dès l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher, certaines des thèses qui accompagneront par la suite la montée en puissance des « modernisateurs » au sein du *Labour*. Différents groupes et individus, souvent issus de la *New Left* des années 1960, dissèquent en effet, dans les pages de la revue *Marxism Today*⁶, le « radicalisme » du projet thatchérien et, à l'inverse, l'« atonie » d'une gauche incapable d'enrayer le cycle de défaites électorales entamé en 1979. Ils suggèrent l'incapacité des

³ Pour reprendre l'appellation qui succèdera à celle (devenue trop stigmatisante ?) de « Troisième Voie » à partir du début des années 2000.

⁴ HIRSCHMAN A. O., *Défection et prises de parole. Théorie et applications*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1995 (édition originale : 1970).

⁵ Sur le « divorce » souvent allégué entre intellectuels et politique dans la Grande-Bretagne des années 1980, voir notamment ANDERSON P., « A culture in contraflow - I », *The New Left Review*, I, 180, mars-avril 1990.

⁶ Affiliée au Parti communiste et considérée comme la « publication de gauche » la plus influente des années 1980, *Marxism Today* s'est imposée, selon l'un de ses rédacteurs, comme « l'organe théorique du révisionnisme travailliste » durant cette décennie. Voir SASSOON D., *One Hundred Years of Socialism. The West european Left in the Twentieth Century*, New York & Londres, I. B. Taurus, 1996, p. 693 et suivantes.

dirigeants travaillistes à s'adapter aux évolutions de la société britannique. L'historien Eric Hobsbawm, que certains se plaisent à cette époque à camper en « marxiste préféré » du *leader* travailliste Neil Kinnock (1983-1992)⁷, reproche notamment à la gauche de gouvernement d'être aveugle aux mutations de la classe ouvrière. Il évoque, plus précisément, l'amélioration des conditions de vie de cette population sous l'effet du progrès technologique et sa vocation croissante à épouser de nouvelles aspirations la rendant moins homogène et moins encline à voter systématiquement pour un candidat travailliste. La « marche en avant du *Labour* » se trouverait, de fait, interrompue⁸ par cette nouvelle réalité historique qui imposerait au Parti d'élargir sa base électorale à des gens qui « connaissent la date de séparation des Beatles et non celle du piquet de grève de Satley »⁹. Autre grande figure de la gauche intellectuelle, le sociologue Stuart Hall¹⁰ diagnostique au même moment une décomposition de la « classe » en tant que « force politique unifiée » et souligne l'habileté des thatchériens, engagés dans la recherche d'une hégémonie culturelle, à façonner « les conceptions des gens en même temps qu'il[s] restructure[nt] leurs vies »¹¹.

Ces analyses de la société britannique et du succès, tant politique qu'électoral, des groupes agrégés autour de Margaret Thatcher, jalonnent l'activité éditoriale et conférencière des intellectuels gravitant autour de *Marxism Today* (MT) tout au long des années 1980. Elles connaissent une ultime mise en forme en 1988, au travers du lancement de *New Times*, projet censé fournir une nouvelle boussole intellectuelle à la gauche britannique¹². Mais c'est en partie l'intérêt que de nombreux journalistes portent aux prises de position de l'historien Eric Hobsbawm en faveur d'un « marxisme réaliste »¹³ qui permet d'expliquer leur postérité. *The Guardian* reproduit ainsi certaines de ses analyses parues dans MT, comme celles de la défaite

⁷ Sur la place occupée par Eric Hobsbawm dans le débat public des années 1980, voir PIMLOTT B., « From “old left” to New Labour ? Eric Hobsbawm and the rhetoric of “Realistic Marxism” », *Labour/Le Travail*, n° 56, 2005 : <<http://www.historycooperative.org/journals/ltt/56/pimlott.html>>.

⁸ HOBBSAWM E., « The forward March of Labour Halted », *Marxism Today*, septembre 1978, pp. 279-286.

⁹ HOBBSAWM E., cité in Foote G., *The Labour Party's political thought. A History*, New York, St Martin Press, 1997, 3^e édition, p. 327.

¹⁰ Pionnier des *cultural studies* en Grande-Bretagne, Stuart Hall fut le premier rédacteur en chef de la *New Left Review*, au début des années 1960.

¹¹ HALL S., « Thatcher's Lessons », *Marxism Today*, mars 1988, p. 23.

¹² Introduit par la publication d'un manifeste signé par plusieurs intellectuels et amendé par le comité exécutif du Parti communiste, le projet *New Times* donne lieu à un séminaire, organisé en mai 1988 par *Marxism Today* et consacré à « l'avenir de la gauche » et à la « construction d'un nouveau monde pour les années 1990 ». Voir HALL S. et JACQUES M. (dir.), *New Times. The changing face of politics in the 1990s*, Londres, Lawrence & Wishart, 1989.

¹³ Sur cette pensée, on lira à profit HOBBSAWM E., *Franc-tireur. Autobiographie*, Paris, Ramsay, 2005.

électorale de 1983¹⁴, allant même jusqu'à reprendre certains de leurs titres en « Une » (comme ce « Change the Party, not the Workers » qui barre sa première page le jour de l'ouverture du congrès du Labour en 1983). Les rédactions de *The Independent* ou des quotidiens conservateurs *The Times*, *The Daily Telegraph* et *The Sunday Times*, peut-être en mal d'explications à la « crise de la gauche », prêtent également attention à ces attaques lancées par une gauche « rationnelle »¹⁵ contre une gauche « révolutionnaire et idéaliste »¹⁶.

Les thèses formulées dans le giron de *MT* trouvent rapidement leur pendant au sein de l'espace politique, dans les discours tenus par ceux que l'on appellera bientôt les « modernisateurs. La revue accueille d'ailleurs les contributions de Tony Blair, Gordon Brown ou David Blunkett, dont la critique de la « *Old Left* » s'apparente à celle développée par les intellectuels de *MT*. S'ajoute à ces liens l'activité d'individus investis dans *MT*, et plus spécifiquement, dans le projet *New Times*, puis porteurs de flamme ou « sympathisants » de la « rénovation » travailliste. Que l'on pense à Charles Leadbeater et Geoff Mulgan ou à quelques intellectuels bien insérés dans les cénacles « modernisateurs » au milieu des années 1990 (l'historien et ancien parlementaire David Marquand, par exemple). Ces différents éléments aident à établir quelque lien entre le constat très gramscien que dresse Stuart Hall à propos des aspirations hégémoniques des conservateurs et la croyance revendiquée des « modernisateurs » dans l'idée que tout retour au pouvoir implique notamment de changer le « climat de l'opinion » en s'imposant sur le marché des idées. La création en 1988 du *think tank* Institute for Public Policy Research (IPPR), notoirement proche du *Labour*, ou les rapprochements entre la rédaction du *New Statesman* et certains « modernisateurs », apparaissent alors comme autant de composantes d'une telle « stratégie ». Ils font écho, à partir de 1994, aux appels lancés par Tony Blair en direction du « monde des idées » lorsqu'il affirme la nécessité pour son parti de rétablir un lien entre « les idées des universitaires, penseurs et intellectuels » et « ce que le Labour est en train de faire »¹⁷. Ces prises de position, qui s'accompagnent de rencontres entre « modernisateurs » et entrepreneurs d'idées à la

¹⁴ Environ une trentaine d'entretiens ou d'articles de E. Hobsbawm sera reproduite dans les pages du quotidien de « centre gauche » au cours des années 1980.

¹⁵ HOBBSAWM E., *Politics for a rational Left. Political Writings 1977-1988*, London, Verso/*Marxism Today*, 1989.

¹⁶ Voir PIMLOTT B., *op. cit.*

¹⁷ BLAIR T., « My Vision for Britain », dans Radice G. (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, London, Harper Collins, 1996, p. 16.

faveur de conférences ou dans le cadre de lieux qui, à l'instar de la revue *Renewal*¹⁸, se situent aux interfaces des champs politique et intellectuel, débouchent sur des réalisations relativement concrètes. Après la victoire de mai 1997, des séminaires sont par exemple organisés au 10 Downing Street autour d'individus susceptibles de donner une chair intellectuelle à la *policy*. En mai 1998, c'est d'ailleurs sous cette forme que sont notamment présentés les résultats de la réflexion portée par le *think tank* virtuel Nexus : construit autour d'une liste de discussion électronique ouverte à des universitaires et chercheurs quelques mois auparavant, cette structure entreprend en effet, avec le soutien de la *policy unit* du Premier ministre, de déterminer ce qu'*est* ou *doit être* la Troisième Voie.

Ce positionnement des groupes dirigeants travaillistes à l'égard des intellectuels se veut « volontariste » et ne manque pas d'être perçu comme un signe de rupture. Dans un article publié en 1996 dans le *Times Higher Education*, l'universitaire Geoff Andrews se félicite de voir le Parti travailliste chercher « pour la première fois en cinquante ans » à placer les intellectuels dans « un rôle dynamique et inclusif »¹⁹. Considérant que Tony Blair « s'intéresse aux idées », ce politiste relève également dans les discours d'autres dirigeants - Gordon Brown et David Blunkett en particulier - les signes d'une ouverture à la recherche académique.

Portrait de l'universitaire en thirdwayer

Même s'il est risqué de s'aventurer dans l'élaboration de catégories, notamment parce qu'elles émoussent des singularités et les continuités dont la connaissance peut être précieuse, il est possible de dégager à grands traits trois groupes relativement distincts les uns des autres au sein des entrepreneurs d'idées de la Troisième Voie : les universitaires, les « experts », les journalistes-intellectuels.

Le premier groupe est constitué d'universitaires que l'on pourrait qualifier de « consacrés », au moins pour les plus *visibles* d'entre eux. Le plus souvent, ils s'avèrent en effet dotés d'un fort capital scientifique institutionnel²⁰, lié aux positions qu'ils occupent dans

¹⁸ *Renewal* a été fondée en janvier 1993 par des membres du *Labour Co-ordinating Committee* (LCC), un « groupe de pression » à l'intérieur du Labour dont sont issus Tony Blair et un certain nombre de « modernisateurs ».

¹⁹ ANDREWS G., « A swing to the bright », *Times Higher Education*, 16 août 1996.

²⁰ BOURDIEU P., *Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique*, Paris, INRA Éditions, 1997, pp. 28-36.

les sphères académiques nationale et internationale²¹. Ils paraissent par conséquent se situer aux antipodes de la figure de l'hérétique²² souvent associée, de manière un peu hâtive²³, aux intellectuels mobilisés dans les années 1980 autour du projet politique conservateur. Pour un grand nombre d'entre eux, ces universitaires se signalent également par la détention d'un certain capital de reconnaissance²⁴, lequel résulte d'interventions préalables dans le débat public et leur confère un statut de *public intellectual*²⁵ (comme le confirme leur présence régulière dans le « Top 100 Public Intellectuals Poll » publié par le mensuel *Prospect*). Dès le début des années 1990, le sociologue Anthony Giddens intervient, par exemple, dans les pages du *Guardian* et de l'hebdomadaire *The New Statesman & Society* afin d'y décrire l'entrée des sociétés occidentales dans une « modernité avancée ». Cette façon de s'extraire des cercles académiques ne va d'ailleurs pas sans susciter l'hostilité de certains de ses confrères²⁶. Dès la première moitié de la décennie, le philosophe John Gray, longtemps proches des conservateurs avant de prendre langue avec les « modernisateurs » du *Labour*, entreprend quant à lui de disséquer la « fin de règne » des *tories* par le biais de tribunes régulières dans le *Guardian*. On pourrait compléter cette démonstration en évoquant l'historien David Marquand, que son engagement politique (il a été député travailliste dans les années 1970) et certaines de ses publications (notamment ses ouvrages sur l'histoire des rapports entre la gauche britannique et le pouvoir) font également évoluer dans une zone relativement médiatisée du monde intellectuel.

²¹ Anthony Giddens est, par exemple, doyen de la faculté de sociologie de Cambridge avant de prendre la tête de la London School of Economics, David Marquand est recteur du Mansfield College (Oxford) ; John Gray est professeur de philosophie à Cambridge puis titulaire de la chaire de « Pensée européenne » de la LSE ; Julian Le Grand occupe quant à lui la prestigieuse chaire Richard Titmuss dans ce même établissement ; John Kay dirige la Said Business School d'Oxford de 1997 à 1999 après avoir été professeur à la London Business School, etc.

²² DESAI R., « Second-hand dealers in ideas: Think Tanks and thatcherite hegemony » *New Left Review*, n° 203, 1994, p. 27-64.

²³ Difficile en effet de souscrire à l'emploi systématique de cette catégorie dès lors que l'on prend en compte, entre autres, l'engagement de l'économiste Alan Walter, professeur à la LSE avant de rejoindre la Johns Hopkins University.

²⁴ SAPIRO G., « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, mars 2009, p. 11.

²⁵ Sur les définitions de « *public intellectuals* », voir MISZTAL B. S., *Intellectual and the public good*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, pp. 11-21, ainsi que POSNER R. A., *Public intellectuals. A study of decline*, Cambridge (Ma.), Harvard University Press, 2001.

²⁶ TOURNADRE-PLANCQ J., « Un universitaire “consacré” dans le champ politique : le cas de Anthony Giddens », *Socio-logos*, n° 3, avril 2008.

Une autre des particularités de ce groupe d'universitaires réside dans la relation qu'il entretient avec l'espace des *think tanks*. Il est nécessaire, avant de préciser ce lien, d'avoir à l'esprit le rôle important que ces organisations jouent dans ces « zones floues »²⁷ où semblent communiquer les univers politique, intellectuel et médiatique britanniques. Disposant, pour les plus visibles d'entre eux, d'effectifs relativement importants²⁸ et agissant en « raffineurs, emballateurs et distributeurs d'idées »²⁹, les *think tanks* produisent en effet un type d'expertise auquel nombre d'analystes politiques attribuent une influence directe sur la structure du débat public ; un débat public dans lequel leurs équipes s'attellent à tester des idées et à dessiner ainsi une sorte d'agenda maximal dont certains pans pourront parfois être captés par des décideurs politiques. Mais au-delà de cette influence supposée, c'est surtout la place prise par les *think tanks* dans l'espace des idées britannique qui peut surprendre un observateur français. Leurs études et rapports sont ainsi régulièrement repris dans la presse quotidienne et hebdomadaire, où l'expertise de leurs chercheurs est sollicitée pour décrypter l'actualité. Le changement qu'ils auraient insufflé dans « l'écologie des idées politiques » depuis les années 1970, pour reprendre les termes de l'un des acteurs les plus en vue de ce petit monde³⁰, tient pour partie à la nature de leur offre : des textes souvent courts (d'une dizaine à une centaine de pages, en général, précédées d'un résumé exhaustif) mettant en avant des problèmes et des réponses sur le modèle du *policy concept* (un ensemble d'idées et des pistes d'actions concrètes). Ce format semble s'être imposé en modèle éditorial des plus légitimes aux yeux de nombreux journalistes et acteurs de la sphère politico-administrative³¹, dans un contexte par ailleurs marqué par un déclin des départements de recherche du *Labour* et du Parti conservateur dès les années 1970. Cette omniprésence des *think tanks* dans l'espace politique se vérifie enfin, depuis les années 1980, dans le succès (médiatique et politique) que rencontrent les conférences qu'ils organisent en marge des congrès annuels des trois

²⁷ PINTO L., *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur*, Paris, Métaillé, 1984, p. 21.

²⁸ Au début des années 2000, l'IPPR comptait plus d'une quarantaine de salariés pour un budget annuel moyen de 2 millions de Livres. Demos employait quant à lui une quinzaine de personnes (750 000 Livres de budget annuel selon DENHAM A. et GARNETT M., « A "hollowed-out" tradition ? British think tanks in the 21st century », dans STONE D. et Andrew DENHAM A., *Think tank Traditions*, Manchester, Manchester University Press, 2004, p. 233). Plus généralement, ces structures tirent leurs financements d'autorités publiques (des administrations, des gouvernements locaux, le gouvernement) mais également d'institutions privées (KPMG a ainsi compté parmi les principaux bailleurs de fonds de l'IPPR), en échange de la conduite d'études.

²⁹ STONE D., *Capturing the political imagination. Think tanks and the policy process*, Londres, Frank Cass, 1996, p. 143.

³⁰ MULGAN G., « Thinking in tank : The changing ecology of political ideas », *The Political Quarterly*, vol. 77, n° 2, avril-juin 2006, p. 147-155.

³¹ Diane Stone insiste sur le fait que les commissions parlementaires sont, à partir des années 1980, de plus en plus demandeuses de recherches menées par les *think tanks* (STONE D., *op. cit.*).

principales formations partisans, et où se pressent dirigeants politiques et journalistes. L'intérêt de nombreux universitaires pour ces organismes n'est dès lors pas si surprenant. La production éditoriale des *think tanks* et les événements qu'ils organisent en font en effet autant de lieux où peuvent être reformatés des savoirs savants en direction du débat public et, plus encore, de l'espace où s'élabore la décision publique. Les interrelations ainsi permises entre un pan du monde académique et les *think tanks* s'objectivent, entre autres, dans la participation régulière de représentants du premier aux publications des seconds ou la présence d'universitaires dans les *boards* de ces structures auxquelles ils confèrent, en retour, une certaine scientificité. À titre d'exemple, Demos et la Social Market Foundation publient, à la fin des années 1990, la réflexion de John Gray sur la « pensée politique de la modernité avancée ». L'IPPR accueille les premiers écrits de Giddens (par ailleurs *trustee* de ce même *think tank*) sur l'« État investisseur social », concept renvoyant à l'analyse de la modernité qu'il a développée depuis plus d'une décennie dans le cadre de ses travaux scientifiques. La Fabian Society permet quant à elle à Julian Le Grand de donner à sa réflexion sur le « socialisme de marché » la forme d'une proposition de politique publique³². Et l'on pourrait à loisir multiplier ces exemples d'échanges.

Dans les laboratoires de la Troisième Voie

C'est à ce monde des *think tanks* que peut être rattaché le deuxième groupe, dont les caractéristiques sociales et les trajectoires personnelles de ceux qui le composent permettent d'emprunter à Karl Mannheim la notion d'unité de génération³³. Il s'agit principalement de jeunes hommes (trentenaires au milieu des années 1990) ayant suivi la classique voie « *Politics, Philosophy and Economics* » (PPE) à Oxford ou Cambridge et parfois étudié dans l'un des établissements de l'Ivy League nord-américaine (notamment à la Kennedy Government School de Harvard). Certains ont par la suite amorcé des carrières dans la sphère académique³⁴, le journalisme, les métiers de la communication, puis intégré le monde des *think tanks* « de centre-gauche » tout en entretenant des liens privilégiés, souvent en tant que conseillers, avec les principaux dirigeants travaillistes alors dans l'opposition. Après 1997, nombre des ces individus, le plus souvent étrangers à ces foyers de socialisation traditionnels

³² TOURNADRE-PLANCQ J., « “Une cuillère en argent pour tout le monde.” *L'Asset-based Welfare* : diffusion, appropriations et usages d'une “nouvelle” théorie de l'État social », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 4, août 2009, pp. 633-653.

³³ MANNHEIM K., *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990, p. 58-69.

³⁴ Nombreux sont d'ailleurs ceux qui, aujourd'hui encore, assurent des enseignements à la London School of Economics.

du travaillisme qu'ont pu être les syndicats ou les mouvements sociaux, ont investi diverses officines ministérielles (*policy* et *strategy units*, etc.), et pour quelques uns, finalement intégré le personnel politique (en tant que parlementaire, puis de ministre). Les noms de David Miliband, Ed Balls, Matthew Taylor, Geoff Mulgan, James Purnell, sont ainsi parmi ceux qui reviennent le plus souvent pour donner chair à ce groupe de jeunes « experts ». Très souvent *multipositionnés*³⁵, ils ont assuré un lien entre les groupes « modernisateurs » et le « monde des idées ». Alors qu'il conseille Tony Blair après avoir travaillé pour l'IPPR, David Miliband insère par exemple dans les discours de celui qui est alors chef de l'opposition parlementaire un certain nombre de concepts piochés dans les sciences sociales, qu'il s'agisse du « capital social » emprunté à Robert Putnam ou de la « confiance » théorisée par Francis Fukuyama. Au printemps 1996, il est également à l'origine d'une « rencontre » au King's College de Londres, entre plusieurs dizaines d'universitaires et le *leader* travailliste. Dans un même ordre d'idées, c'est Demos, *think tank* alors dirigé par Geoff Mulgan, qui publie, au milieu des années 1990, les principaux textes du sociologue états-unien Amitai Etzioni censés condenser la « pensée communautarienne » dont se réclameront plusieurs dirigeants travaillistes. Pour la plupart, ces acteurs se voient attribuer le statut d'« intellectuel » ou, à tout le moins, de « penseur » (*thinker*), lors de leurs diverses incursions dans la sphère médiatique ou à l'occasion de la publication d'un essai ou d'un article dans une revue intellectuelle. Ils s'y affirment en spécialistes et représentants d'une certaine « post-modernité », celle que façonneraient notamment la globalisation et l'économie de la connaissance. La présentation de soi à laquelle se livre l'« expert » Charles Leadbeater, dans les colonnes de *The New Statesman*, en fournit un bon exemple :

« Je ne travaille pas pour une entreprise ou une université. Je ne suis ni un consultant d'affaires, ni un fonctionnaire. Mon emploi n'a ni intitulé, ni description. Je n'ai pas de bureau [...] et je n'appartiens pas à un groupe professionnel clairement défini. Quand les gens me demandent "Que faites-vous ?", j'ai du mal à trouver une réponse claire et concise. Je travaille chez moi, écrivant parfois des livres, parfois des rapports, souvent pour un *think tank*, parfois pour le gouvernement ou pour une entreprise. Mon père a eu une carrière continue et prévisible [...]. À l'opposé, bien que je n'ai pas encore quarante ans, j'ai déjà eu plusieurs mini carrières, à la télévision ou dans des quotidiens. Maintenant, je suis l'un de ces travailleurs *portfolio* [décrits] par Charles Handy, armés d'un ordinateur portable, d'un

³⁵ BOLTANSKI L., « L'espace positionnel : multiplicité des positions et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, vol. 14, n° 1, janvier-mars 1973, p. 3-26.

modem et de quelques contacts. Peter Drucker a baptisé les gens comme moi, «travailleurs de la connaissance». Dit d'une autre manière, je vis de mon intelligence³⁶ ».

Enfin, le troisième groupe est constitué d'éditorialistes et de journalistes politiques dont le rapport au projet politique porté par les « modernisateurs » est pluriel : si certains, comme Ian Hargreaves (*The New Statesman*) ou Will Hutton (*The Observer*, par ailleurs auteur de *The State We're in*³⁷), interviennent au cœur du débat théorique, d'autres (comme Polly Toynbee, éditorialiste vedette du *Guardian*), sans être directement pourvoyeurs d'idées ou de réflexions, participent à la visibilité du débat *via* leurs commentaires ou le récit qu'ils peuvent faire de leur circulation dans ces laboratoires de la Troisième Voie que sont les séminaires organisés par certains *think tanks*, les comités de rédaction de certaines revues intellectuelles généralistes insérées dans la nébuleuse « modernisatrice » (*The Political Quarterly*, notamment), etc.

Aux interfaces... La London School of Economics

Même si tous les acteurs décrits précédemment n'y enseignent pas, une institution comme la London School of Economics (LSE) saisit parfaitement ce jeu d'interrelations entre différents mondes qui a caractérisé le débat sur la Troisième Voie. Tout en étant un établissement d'enseignement supérieur prestigieux, la LSE s'est, depuis sa création en 1895, régulièrement située à l'interface des univers économique, politique et académique, comme en attestent les profils de ses dirigeants (W. Beveridge, R. Dahrendorf, A. Giddens, etc.) et de ses enseignants (F. Hayek, C. Attlee, K. Popper, R. Titmuss, etc.). Cette situation semble s'accroître entre 1997 et 2003, sous la présidence du sociologue Anthony Giddens, qui entend alors engager l'école dans un « troisième âge d'or » en l'impliquant dans la théorisation de la Troisième Voie³⁸ et en la rétablissant dans son rôle de « pont entre Westminster, la *City* et les intellectuels »³⁹. Au-delà de la forte présence de proches des gouvernements néo-travailleurs dans son conseil d'administration à la fin des années 1990, la place de la LSE dans le débat sur la Troisième Voie se construit principalement dans les initiatives de plusieurs de ses

³⁶ LEADBEATER C., « Towards the Knowledge Society », *The New Statesman*, 7 décembre 1999, p. 25.

³⁷ Véritable *best-seller* en 1995, cet ouvrage permet à Hutton de défendre le modèle de l'économie sociale de marché et d'avancer le concept de « *stakeholding society* », repris par la suite dans plusieurs discours de Tony Blair.

³⁸ « Entretien avec Anthony Giddens », *Sciences humaines*, n° 84, juin 1998, p. 41.

³⁹ Anthony Giddens, cité dans BOYNTON R. S., « The two Tonys », *The New Yorker*, 6 octobre 1997, p. 69.

enseignants et dans les missions d'expertises qu'ils remplissent auprès du gouvernement travailliste ou de son administration. Elle transparaît également dans les axes de recherche privilégiés par quelques uns des laboratoires de l'École. C'est le cas, entre autres, du Centre for Analysis of Social Exclusion (dirigé par Julian Le Grand, conseiller santé de Tony Blair dans les années 2000), du Centre for Economic Performance (fondé par Richard Layard, un économiste très impliqué dans l'architecture des politiques de « retour à l'emploi » mises en place par les néo-travaillistes) ou encore, du Centre for the Study of Global Governance (dont est notamment responsable le politiste David Held, notoirement proche des « modernisateurs »). Les résultats de recherches conduites par ces centres peuvent ainsi nourrir le discours des dirigeants néo-travaillistes ou la littérature produite par l'administration au cours des années 1990/2000.

Comment devient-on un « intellectuel » de la Troisième voie ?

La réponse la plus simple à une telle question consisterait certainement à dire que l'on devient un « intellectuel de la Troisième Voie » lorsque l'on est reconnu comme tel. Cette reconnaissance a principalement deux sources. Elle provient tout d'abord de différents acteurs qui peuvent, compte tenu de leurs positions respectives dans l'espace médiatico-politique (journalistes, opposants politiques, etc.), légitimement délivrer ce statut. Le terme même de « *thirdwayers* » fait ainsi florès dans la presse dès le milieu des années 1990. En l'utilisant, nombre d'observateurs de la vie politique et d'adversaires du *Labour* en général ou des « modernisateurs » en particulier, confèrent une consistance au lien qui se tisserait entre certaines zones du champ intellectuel et le New Labour. Il en va notamment ainsi lorsqu'est affirmée l'existence de « penseurs du néotravaillisme » ou de cette « maison intellectuelle du *Labour* » que serait la London School of Economics que dirige Anthony Giddens. Cela transparaît plus encore quand éditorialistes et détracteurs du projet néotravailliste, entre autres, cherchent à préciser l'identité de ces individus ou à en évaluer l'influence. C'est le cas, par exemple, lorsque la direction de l'hebdomadaire *The New Statesman* se demande, en couverture du numéro du 7 février 1997, « Qui est le vrai gourou ? ». C'est encore le cas lorsque David Willets, intellectuel et homme politique conservateur, entreprend, dans une publication du *think tank* Centre for Policy Studies, de dénombrer les « gourous de Blair »⁴⁰. Via ce repérage, la Troisième Voie se voit reconnaître un « effet-label » permettant,

⁴⁰ WILLETTS D., *Blair's Gurus. An examination of Labour's rhetoric*, Londres, CPS, 1996.

au-delà des dissemblances, de rassembler les écrits et les prises de position tournés vers la conception du projet néo-travailliste. C'est ce dont rend compte la publication par deux universitaires, en 2003, d'un *New Labour Reader* où se côtoient quelques textes gouvernementaux et certaines contributions d'intellectuels (tribunes, extraits d'essais, etc.) censés rendre compte de la pensée néotravailleuse⁴¹.

Le tracé et la consolidation des frontières du groupe *thirdwayer* se nourrissent également d'une *reconnaissance mutuelle* entre ceux qui le composent, comme tendent à le souligner les citations croisées et autres remerciements ouvrant les essais rédigés par des *thirdwayers* attestés. Anthony Giddens en offre une assez belle illustration dans la bibliographie commentée de son essai *The Third Way and its critics* (2000). Au-delà du choix même des ouvrages et, partant, de ceux qu'il juge être des protagonistes légitimes du débat sur la Troisième Voie, le sociologue certifie certains auteurs, qualifiant par exemple l'essayiste et expert Charles Leadbeater d'« auteur influent du développement de la politique de la Troisième Voie ».

Il serait hasardeux de faire de l'engagement des ces entrepreneurs d'idées de simples réponses aux signaux émis par des groupes dirigeants du *Labour*. Cette mobilisation se construit en effet à partir de plusieurs logiques, parfois opposées. Comme semblent le reconnaître certains d'entre eux, dont le Professeur Anthony Giddens⁴², il peut s'agir, pour certains universitaires, d'accentuer une démarche préalablement engagée de diffusion de leur travail hors de l'espace académique. D'autres peuvent trouver dans ces interactions entre champs politique et universitaire, matière à nourrir un « militantisme scientifique »⁴³. En témoigne, on y reviendra, la circulation dans la sphère gouvernementale de l'économiste Julian Le Grand entre 1997 et 2006⁴⁴. De manière peut-être plus générale, l'inscription dans le débat sur la Troisième Voie de certains intellectuels « de gauche » peut en partie être mise en relation avec la domination exercée jusqu'alors sur le « débat politique » par leurs homologues « néolibéraux ». Pour le dire autrement, elle offre les conditions d'un renversement du rapport de forces qui caractérise la partie du champ intellectuel la plus ouverte sur ce même débat à partir du début des années 1980. Cette logique éclaire en grande

⁴¹ CHADWICK A. et HEFFERNAN R., *The New Labour Reader*, Cambridge, Polity Press, 2003.

⁴² TOURNADRE-PLANCQ J., « Un universitaire "consacré"..., op. cit..

⁴³ Sur cette notion, voir notamment IHL O. (dir.), *Les « sciences » de l'action publique*, Grenoble, PUG, 2006.

⁴⁴ Voir TOURNADRE-PLANCQ J., « L'heure du choix. Personnalisation et compétition dans l'État social britannique », *Raisons politiques*, n° 37, mars 2010, p. 147-170.

partie le positionnement des collaborateurs de *Soundings*, une revue créée en 1995 par quelques intellectuels « critiques » rassemblés autour de Stuart Hall. Ce groupe perçoit en effet dans la naissance du New Labour l'aboutissement de son propre investissement dans *New Times*, Stuart Hall faisant même de Tony Blair le « candidat de *Marxism Today* » à la tête du *Labour*. Sensibles à la « fenêtre d'opportunité » que semblent ouvrir les nouveaux dirigeants travaillistes, ces intellectuels affirment, dès le premier numéro de *Soundings*, leur volonté d'assigner à la revue un rôle moteur dans le débat politico-intellectuel alors en cours de (re)constitution⁴⁵. Si les mois qui suivent sont, selon eux, marqués par la perte d'une « opportunité historique »⁴⁶ de produire un projet « de gauche » aussi radical que le projet thatcherien, les rédacteurs de la revue ne voient cependant pas d'autres possibilités que d'espérer une victoire du « nouveau » Parti travailliste. Après mai 1997, la revendication par *Soundings* d'une place prépondérante dans le débat public des idées se fondera surtout sur le « rappel » récurrent des « emprunts » de la Troisième Voie au projet *New Times*⁴⁷.

Des Intellectuels « utiles » ?

Par-delà les caractéristiques de chacun des groupes évoqués plus haut, certains traits communs peuvent être observés. Outre une attitude relativement entrepreneuriale en matière de diffusion d'idées ou d'opinions, la majorité de ces individus partage un même profil d'*homme double* : habiles dans la conduite d'exercices de théorisation où peuvent se mêler l'air du temps de la recherche en sciences humaines et sociales et des savoirs et compétences plus spécialisés, ils disposent également d'une capacité certaine à affirmer l'existence d'interrogations ou de problèmes dans la société britannique, à leur donner forme et à avancer des préconisations censées y répondre. Cette alliance entre le savant et le praticien et, plus encore, cette capacité à fondre *théorie* et *pratique* en une sorte de *savoir opérationnel* spécialisé, peuvent, sous certains aspects, rappeler la définition foucauldienne de l'« intellectuel spécifique »⁴⁸. C'est dans cette perspective que l'on peut certainement analyser

⁴⁵ En quatrième de couverture du premier numéro, publié à l'automne 1995, la revue est présentée comme devant « fournir une direction et une profondeur aux débats politiques, culturels et économiques britanniques ».

⁴⁶ HALL S. et MASSEY D., « Questions which remain », *Soundings*, n° 5, printemps 1997, p. 7.

⁴⁷ Michael Rustin révèle, dans un éditorial ouvrant le numéro du printemps 1999, l'« amertume » des anciens membres de *Marxism Today*, convaincus d'avoir posé les jalons de la Troisième Voie, mais conscients de ne pas pouvoir intervenir directement sur son contenu. Le co-rédacteur de *Soundings*, issu de la *New Left*, affirme pourtant la volonté de la revue de « continuer à proposer de nouveaux espaces de discussion, en se focalisant sur la Troisième Voie » (RUSTIN M., « A Third Way with Teeth », *Soundings*, n° 11, Spring 1999, p. 12).

⁴⁸ Michel Foucault associait en effet l'intellectuel spécifique, successeur de l'« intellectuel universel », au « mode de liaison » s'étant établi « entre la théorie et la pratique » lors de la seconde moitié du XX^e siècle. Les intellectuels auraient alors pris « l'habitude de travailler non pas dans l'« universel », l'« exemplaire », le « juste-et-

la définition de « l'intellectuel utile » donnée par Geoff Mulgan, alors conseiller de Tony Blair, lors de la réunion en 1998 d'une quarantaine d'intellectuels « critiques » ou « déçus » du blairisme. C'est au cours de ce rassemblement, auquel participent d'anciens collaborateurs de *Marxism Today*, que s'affirment de profondes divergences quant au rapport que les intellectuels seraient censés entretenir avec la politique. Geoff Mulgan brosse à cette occasion le portrait de l'intellectuel « moderne » et, dans un mouvement inverse, stigmatise ces « *special intellectuals* » que seraient Eric Hobsbawm et Stuart Hall. Ces derniers auraient pour particularité de ne voir la société que de l'« extérieur » et de « discuter des idées politiques de la même manière qu'on le ferait à propos d'architecture maya ou d'histoire médiévale »⁴⁹. Et le conseiller de Tony Blair de regretter que, si par le passé les intellectuels politiquement engagés s'inscrivaient dans un mouvement de changement de la société, la plupart des « meilleurs esprits de la gauche » considèreraient désormais « les revues à comités de lecture comme le principal forum de discussion »⁵⁰ :

« [...] peu d'intellectuels [sont] désormais activement impliqués dans la société, en tant que conseillers locaux, activistes [...] À l'opposé, le monde est vu [...] au travers des livres, et au travers de livres sur des livres. [U]ne culture individualiste a pris forme, dans laquelle il est plus facile d'être cynique, détaché et opposé, que de courir le risque [...] d'être [...] engagé. Le résultat est que, en dépit de l'existence de nombre de critiques éloquentes, lorsque vous demandez [aux intellectuels] comment ils voudraient que les choses soient faites différemment, ils bégayent, bredouillent et sont bientôt réduits au silence⁵¹ ».

À l'inverse, l'intellectuel trouvant grâce aux yeux de Geoff Mulgan a, semble-t-il, compris qu'il n'est plus suffisant que les arguments soient « intéressants » ou « éloquentes » : ils doivent être « réalistes » et « pratiques », combinant à la fois la critique, une « vision » et des préconisations concrètes⁵². On retrouve ici certains traits du modèle qu'Alex Callinicos

le-vrai pour tous», mais dans des secteurs déterminés, en des points précis [...] ». Voir FOUCAULT M., « La fonction politique de l'intellectuel », dans *Dits et Écrits 1954-1988, Tome III (1976-1979)*, Paris, Gallimard, 1994, p. 109.

⁴⁹ MULGAN G., « Whinge and a Prayer », *Marxism Today*, Novembre-décembre 1998, p. 16.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

moque lorsqu'il parle, à propos d'Anthony Giddens, de « *policy intellectual* »⁵³ : un individu capable d'identifier des problèmes qu'il a au préalable conceptualisés, et d'y apporter une réponse sur un mode opératoire. L'intellectuel défini par Mulgan serait d'autant plus *utile* que sa maîtrise de différents registres, du pratique au théorique, le rendrait apte à répondre à une certaine demande sociale. C'est, par exemple, ce que semblent incarner l'économiste Julian Le Grand, spécialiste des politiques sociales revendiquant des « prétentions philosophiques », Charles Leadbeater, essayiste et « expert » de l'« entrepreneuriat civique » et de la « nouvelle économie »⁵⁴, ou Carey Oppenheim, co-directrice de l'IPPR après avoir conseillé Tony Blair, enseigné à l'université et dirigé la recherche au sein du Child Poverty Action Group, une organisation d'alerte et de lobbying contre la pauvreté infantile. Utile, cet intellectuel ne doit pas simplement l'être au bien commun mais, plus sûrement, à la puissance publique en ne craignant pas de s'approcher de la *chose* politique et, par conséquent, du pouvoir. Cette proximité peut cependant s'avérer plus problématique pour l'universitaire et le chercheur que pour l'« expert » (surtout si ce dernier est actif dans l'espace des *think tanks*). Les deux premiers sont en effet enclins à faire de leurs dispositions critiques et d'une distance à l'égard des contingences et logiques « politiciennes », les premiers critères de légitimité de leur pensée ; ces mêmes critères qui doivent les tenir à distance des figures de l'« intellectuel de gouvernement »⁵⁵ ou, dans une utilisation *a minima* du travail d'Antonio Gramsci, de l'« intellectuel organique »⁵⁶.

L'insertion dans le débat politique des intellectuels « utiles » à la Troisième Voie n'interdit

⁵³ CALLINICOS A., « Social theory put to the Test of Politics: Pierre Bourdieu and Anthony Giddens », *New Left Review*, n° 236, 1999, p. 96.

⁵⁴ Charles Leadbeater justifie cette expertise par son expérience de conseiller auprès d'entreprises spécialisées dans la haute technologie.

⁵⁵ Les « intellectuels de gouvernement » seraient insérés dans les réseaux de pouvoirs politiques, médiatiques et universitaires, et capables de rassembler leurs savoirs pour « dire aux gouvernants ce qu'ils devraient faire et aux citoyens ce qu'ils doivent penser » (Noiriel G., *Les Fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France*, Paris, Fayard, 2005, p. 183).

⁵⁶ La définition qu'en donne Gramsci dépasse la seule image de l'intellectuel au service d'un parti pour renvoyer à celle de l'intellectuel participant à une « culture de la domination » : « Tout groupe social, qui naît sur le terrain originaire d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, se crée, en même temps, de façon organique, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui apportent homogénéité et conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais également dans le domaine social et politique ». (*Cahiers de prison*, t. III : *Cahiers 10-13*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 1978, p. 309). Par ailleurs, l'un des « traits caractéristiques les plus importants de chaque groupe qui cherche à atteindre le pouvoir est la lutte qu'il mène pour assimiler et conquérir "idéologiquement" les intellectuels traditionnels, assimilation et conquête qui sont d'autant plus rapides et efficaces que ce groupe donné élabore davantage, en même temps, ses intellectuels organiques » (*Gramsci dans le texte. De l'avant aux derniers écrits de prison (1916-1935)*, Paris, Éditions sociales, 1975, p. 604).

pas, cependant, les prises de distance. Au-delà du « *blairite blues* » qui gagne certains entrepreneurs d'idées à partir du début des années 2000⁵⁷ (et qui en conduit quelques uns à adopter une posture résolument critique à l'égard d'élites néotravailleuses accusées de ne pas avoir su créer un pendant « de gauche » au « radicalisme » thatcherien), nombreux sont ceux qui affirment leur autonomie à l'égard du New Labour, en rattachant par exemple leur engagement à une cause plus générale. Ainsi, alors que sa maison d'édition le présente en « gourou du premier ministre », le sociologue Anthony Giddens prend soin, tout en affirmant que Tony Blair est un « *leader* politique intéressant »⁵⁸, de suggérer que la Troisième Voie qu'il théorise est transposable à d'autres sociétés que la Grande-Bretagne. L'essai qu'il publie en 2000 (*The Third Way and its critics*), et qui lui permet accessoirement de rappeler son statut d'universitaire de rang international *via* la confrontation avec certains de ses pairs les plus prestigieux (Amartya Sen, Michael Walzer, etc.), rend en partie compte de cette volonté d'émancipation. Sa quatrième de couverture reprend ainsi les louanges de Fernando Cardoso, alors Président du Brésil, et de Romano Prodi, Président de la Commission européenne, alors même que, deux ans auparavant, cet espace était dévolu aux éloges d'acteurs du débat britannique (les journalistes Will Hutton et Ian Hargreaves). Le contenu même de ce petit livre est également significatif. Le sociologue y entreprend en effet de répondre, non pas aux critiques formulées à son égard ou à l'encontre de Tony Blair, mais à celles adressées aux « sociaux-démocrates modernisateurs », aux « sociaux-démocrates de la Troisième Voie ». Le *New Labour* ne serait par conséquent qu'un pionnier, s'inspirant d'arguments « plus ou moins applicables au monde entier »⁵⁹. C'est ainsi en qualité d'ambassadeur de la Troisième Voie qu'Anthony Giddens est convié, en mars 1999, à présenter l'édition germanique de *The Third Way* dans les locaux de la représentation fédérale de la Basse-Saxe, *land* du Chancelier Schröder. En juin 2000, il est également reçu, par Ricardo Lagos, Président du Chili, afin de discuter des options offertes par ce « nouveau progressisme ». Enfin, lors du « Sommet des modernisateurs » qui se tient à Florence en novembre 1999, le quotidien italien *La Repubblica* lui accorde, au même titre qu'à Lionel Jospin et Bill Clinton, une pleine page

⁵⁷ En 2000, Matthew Taylor, directeur de l'IPPR, regrettait publiquement le « désenchantement idéologique » qu'aurait alors inspiré de manière grandissante le Parti travailliste. En dépit de « nombreux débats », le monde des idées n'avait finalement pas « réussi à démêler les paradoxes [...] au cœur du New Labour ». Le parti de gauche n'avait, pour sa part, pas compris que « le rôle du politique n'est pas seulement de changer de politique mais aussi de changer de climat politique » (« Blairite Blues », repris dans *La Revue socialiste*, n° 4, juillet 2000, p. 116-123).

⁵⁸ GIDDENS A., « The Third Way's Charm », *Newsweek*, 28 septembre 1998.

⁵⁹ GIDDENS A. et PIERSON C., *Conversation with Anthony Giddens. Making sense of modernity*, Cambridge, Polity Press, 1998, p. 186.

pour exposer sa vision d'une « gauche moderne ». À ces processus d'internationalisation du débat⁶⁰ s'ajoutent également quelques commentaires tendant à démarquer Giddens de certaines orientations des gouvernements travaillistes britanniques. Il n'hésite pas, par exemple, à critiquer publiquement le « fondamentalisme moral » dont feraient preuve les travaillistes dans leur lutte contre les « comportements anti-sociaux ».

Ces logiques et ces actes de démarcation peuvent prendre d'autres formes, comme en atteste le positionnement de Julian Le Grand, titulaire de la Chaire Richard Titmuss à la LSE. Conseiller du Premier ministre Tony Blair à partir de 2003, cet économiste s'affirme en effet, au cours du second mandat néo-travailliste, en héraut de la promotion du choix dans les services publics. Or, parce qu'elle relèverait de l'intérêt général, cette cause semble justifier que sa signature apparaisse, à quelque mois d'élections générales que l'on annonce périlleuses pour le Labour, dans l'une des publications que Policy Exchange, *think tank* réputé proche des partisans de David Cameron, publie sur ce sujet. Dans les mois qui suivent, Le Grand siège par ailleurs au sein du groupe « transpartisan » de réflexion sur l'école mis en place par le Parti conservateur.

Modes d'intervention et type d'influence

C'est une chose de pouvoir mettre en lumière des réseaux et la mobilisation de groupes ayant pu, à un moment ou un autre des années 1990 et 2000, revendiquer ou se voir attribuer le statut d'« intellectuels » ou de « penseurs » de la Troisième Voie. C'en est cependant une autre de saisir le rôle réellement joué par ces acteurs dans la théorisation de ce projet politique. En d'autres termes, se pose ici l'épineuse question de l'influence des intellectuels dans le débat politique et, plus encore, sur *la* politique (voire, la *policy*). Si des éléments de réponses peuvent être assez facilement rassemblés pour ce qui concerne le groupe des experts investis dans les *policy* et autre *strategy units* après 1997, il en va un peu différemment de ceux privilégiant l'intervention dans le débat public (par le biais notamment d'une tribune ou d'un essai) ou un « militantisme scientifique » aux résultats toujours incertains.

Pour ce qui est du premier registre – l'intervention dans l'espace public -, il est délicat d'en déterminer avec assurance l'impact. Il est cependant possible, en déplaçant un peu le regard, de se demander comment ces entrepreneurs d'idées ont pu, en diffusant par ce biais des

⁶⁰ Ce processus est d'ailleurs palpable dans l'ouvrage qu'il dirige en 2001 : *The Global Third Way Debate*. Ce livre permet notamment à Giddens, à travers un choix d'articles, d'« enrôler » dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie plusieurs intellectuels de stature internationale, dont Ronald Dworkin et Benjamin Barber.

concepts ou des notions⁶¹, aider à justifier un discours de la réforme néotravailleuse. En agissant ainsi, ces individus contribuent en effet à façonner une réalité pouvant donner sens à l'énonciation de la Troisième Voie. Il ne s'agit pas de surestimer l'influence de John Gray, Anthony Giddens, Julian Le Grand, Geoff Mulgan ou d'une équipe de recherche de l'IPPR *dans et sur* le débat public en Grande-Bretagne. Néanmoins, leurs perceptions convergentes du monde social travaillent à la construction, à la diffusion et à la légitimation d'un certain « air du temps » dans l'espace public. Ces processus peuvent en effet tout autant s'appuyer sur la place que ces individus occupent dans les médias que sur celle que ces mêmes médias accordent à leurs prises de positions les plus diverses (mention de leur présence dans une manifestation quelconque, compte-rendu d'un essai, etc.). Ainsi, les seules tribunes publiées dans le *New Statesman*, l'*Independent* ou le *Guardian* tout au long des années 1990, dans lesquelles sont disséquées l'émergence d'un nouveau type d'individualisme ou celle d'une société du risque, aident par exemple à asseoir la représentation d'un monde contemporain auquel ne seraient plus adaptés les principes assurantiels ayant servi de socle à l'État social ; un monde contemporain en revanche en phase avec l'individu responsable, actif, autonome et prévoyant, au centre du discours de justification des politiques du New Labour. Cette analyse se propage avec d'autant plus de succès qu'elle peut être réutilisée par des éditorialistes ou, plus généralement, les auteurs en tous genres de discours publics. Elle leur offre en effet des clefs de compréhension et de description du monde social, tout en véhiculant des images et croyances en phase, entre autres, avec le discours sur la globalisation qui innerve les médias à cette même période.

L'insertion de nombreux entrepreneurs d'idées dans la sphère gouvernementale après 1997 a parfois pris la forme d'un engagement valorisant une activité scientifique et la promotion de ses résultats. Le cas de Julian Le Grand en offre une illustration exemplaire. Économiste, co-directeur d'un laboratoire (le Centre of Analysis of Social Exclusion de la LSE) dont les études se verront parfois attribuer une influence sur la politique ou, à tout le moins, le discours des gouvernements Blair, intervenant régulier du débat sur la Troisième Voie par le biais de tribunes de presse, Julian Le Grand circule – en qualité de conseiller ou de président de commissions ministérielles – dans la sphère gouvernementale à partir de la fin des années

⁶¹ Que l'on pense, entre autres, au « stakeholding » (W. Hutton), à la « société du risque » (U. Beck), à l'« État investisseur social », à la « modernité avancée » (A. Giddens), aux « droits-exempts-de-devoirs » (D. Selbourne), promu, à un moment ou à un autre des années 1990, au rang de « *big idea* » ou d'axe programmatique par les Blair, Brown, Blunkett ou Straw.

1990. Justifiée par une expertise en matière de politique sociale, cette insertion lui permet de valoriser les résultats de travaux académiques antérieurs, explicitement présentés comme autant de réponses à certains des problèmes figurant sur l'agenda gouvernemental, qu'il s'agisse de la question des inégalités de richesse ou de la réforme des services publics. C'est par exemple dans cette perspective que Le Grand multiplie les interventions dans la presse, où son statut de spécialiste lui permet de certifier certaines initiatives gouvernementales tout en suggérant l'approfondissement de pistes. Il prend parallèlement part à la rédaction de certains éléments de « littérature grise », comme le Livre vert sur le *social care*. Le cas de Le Grand est loin d'être isolé. On pourrait lui associer celui du Professeur d'économie Richard Layard, fondateur du Centre for Economic Performance de la London School of Economics, auteur d'articles et d'ouvrages remarquables sur les dispositifs de retour à l'emploi dès le début des années 1990 et consultant du gouvernement travailliste entre 1997 et 2001, période durant laquelle il contribue à la mise en place du *welfare-to-work*.

J'ai essayé, au fil de ces pages, de souligner la diversité que recouvre l'idée même d'« intellectuels de la Troisième Voie ». Cette diversité n'interdit cependant pas de réunir ces individus et groupes autour de mêmes « coalitions de discours »⁶² ou catégories d'action. C'est d'ailleurs dans cette perspective que pourraient être envisagés des prolongements à cette recherche. Parce qu'elle appréhende en creux la montée en puissance d'une « pensée *tank* » sur le marché des idées, cette étude de cas pourrait en effet fournir une première étape à l'analyse plus globale des recompositions contemporaines du champ intellectuel britannique.

⁶² Gerhard Lehbruch définit ces interactions entre élites intellectuelles et politiques comme « l'action d'individus qui occupent des positions variées mais qui partagent un même système de valeurs et qui savent se coordonner entre eux ». Voir LEHBRUCH G., « Les modèles de capitalisme allemand et japonais : une mise en perspective comparative et diachronique », dans LALLEMENT M. et SPURK J., *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS Éditions, 2003, p. 42.